

Baromètre Euler Hermes 2015

Investissement et trésorerie des entreprises

- 3 entreprises sur 4 ont une visibilité de moins de 6 mois sur leur carnet de commandes
- 9 entreprises sur 10 vont améliorer ou stabiliser leur trésorerie
- 1 entreprise sur 3 envisage d'augmenter ses dépenses d'investissements en 2015

PARIS – LE 9 JUIN 2015 – Grâce à l'appui de ses 23 délégations réparties sur l'ensemble du territoire français, Euler Hermes, leader mondial de l'assurance-crédit, a interrogé plus de 800 PME et ETI françaises sur leurs intentions d'investissement, l'état de leur trésorerie et de leur carnet de commandes. En résulte la troisième édition de ce baromètre, qui apporte une analyse exclusive de la situation actuelle des entreprises et de leurs préoccupations en termes de demande et d'investissement.

1- Le rebond de la consommation des ménages et l'amélioration des marges devraient permettre de redresser la dynamique d'investissement des entreprises mais le déficit d'investissement reste inquiétant : 83 milliards d'euros

La croissance française devrait accélérer en 2015 à +1,2% et atteindre +1,5% en 2016, après +0,2% en 2014. Le rebond de la consommation des ménages en sera le principal moteur, contribuant à hauteur de 1 point à la croissance du PIB cette année. Cette demande additionnelle devrait finalement soutenir la croissance des chiffres d'affaires des entreprises : ceux-ci sont attendus en hausse de 2,5% dans l'industrie cette année.

Les entreprises en profitent pour reconstituer leurs marges. Entre la baisse du prix du baril (+0,4 points de marge), le CICE (+0,5points) et le rebond de l'activité, le taux de marge des entreprises non-financières devrait atteindre 31,5% en 2015 ; celui-ci reste en dessous de son pic de 2007 à 33,5% mais pourrait revenir vers sa moyenne de long-terme à 32,7% d'ici 2017.

Malgré une légère hausse des défaillances sur un an à fin avril (+0,5%), certains secteurs comme le commerce de détail connaissent une amélioration (-5,4%). Euler Hermes estime que le nombre de défaillances d'entreprises devrait continuer de se résorber en 2015 (-1%) et 2016 (-3%), toujours à un rythme extrêmement faible (-0,4% en 2014). De plus, ce repli masque la turbulence record en France : la sinistralité resterait au-dessus des 60 000 défaillances jusque fin 2016.

« Après un deuxième semestre 2014 inquiétant pour l'investissement des entreprises (+0%), celui-ci augmenterait de +1% cette année, pour accélérer à +2,6% en 2016, » analyse Ludovic Subran, chef économiste d'Euler Hermes. « Dans un environnement de financement porteur, l'amélioration des chiffres d'affaires et des marges donne ainsi le signe d'un retour de l'investissement. Celui-ci était plus qu'attendu puisque le déficit d'investissement gonflerait à 83 milliards d'euros cette année¹. »

2- Selon le baromètre d'Euler Hermes, la demande reste le problème majeur pour deux-tiers des entreprises mais les fondamentaux financiers se sont renforcés

La concurrence accrue (33% des entreprises interrogées) et l'absence de débouchés (33%) sont en 2015 les principales difficultés rencontrées par les entreprises françaises, devançant le niveau de marges (23%). La concurrence se fait plus sentir dans les services où 44% des entreprises interrogées la classe comme première difficulté. C'est dans le BTP que le manque de débouchés est le plus prégnant : il est l'obstacle le plus important pour 39% des entreprises interrogées.

En 2015, 46% des entreprises interrogées identifient la pression sur les prix comme le risque principal sur leurs marges ; soit deux fois plus que lors du dernier baromètre investissement, en 2013. Le manque d'activité arrive en deuxième position avec 23% des sondées.

¹ Ce *gap* d'investissement est basé sur l'écart entre le montant total des investissements par les entreprises dans l'économie à fin 2015 et le montant calculé sur la base d'une hypothèse de croissance trimestrielle de l'investissement de 1%, similaire à sa tendance entre 2000 et 2007.



La visibilité s'est dégradée : 76% des entreprises déclarent avoir moins de 6 mois de visibilité sur leur carnet de commandes, contre 58% dans le baromètre précédent. Pourtant, pour 3 entreprises sur 4 les perspectives de demande domestique ou à l'export sont un déterminant important (ou très important) de l'évolution des dépenses d'investissement, juste derrière le retour sur investissement (86%) et devant le besoin de renouveler les capacités de production (73%), les conditions de financement (47%) ou les aides publiques (19%).

Pour les entreprises interrogées, les fondamentaux financiers se sont renforcés, témoignant d'une trésorerie globalement assainie : elles sont 92% en 2015 à déclarer avoir pu stabiliser ou améliorer leur trésorerie cette année, contre 75% en 2013. Elles n'évoquent pas de problèmes de financement particuliers, en ligne avec le faible coût actuel du financement bancaire, et témoignent de délais de paiement plutôt contenus pour 2 entreprises sur 3. Euler Hermes estime que la trésorerie cumulée, disponible dans les trésoreries des grandes entreprises non financières, avoisinerait 250 milliards d'euros en 2015.

3- Une entreprise sur 3 envisage d'augmenter ses dépenses d'investissement en 2015 et 1 sur 2 jouera offensif

Malgré une demande toujours aussi complexe à saisir, les entreprises françaises anticipent un retournement de conjoncture et en témoignent dans leurs velléités d'investissement.

« En 2015, 8 entreprises sur 10 continueront d'investir. Les ETI seront même plus audacieuses : elles investiront pour 93% d'entre-elles, contre 75% pour les PME. Au final, 31% des entreprises envisagent d'augmenter leurs efforts d'investissements par rapport à 2014 », décrypte Frédéric André, économiste France pour Euler Hermes. « Un progrès par rapport à notre dernier baromètre où elles étaient seulement 20% à envisager d'investir davantage. ».

Toutefois, la frilosité demeure importante à l'export : 90% des entreprises n'augmenteront pas leurs investissements à l'export cette année. Les 20 milliards d'euros additionnels à capter pour les entreprises françaises à l'export en 2015, dont 9 milliards dus à un euro plus faible, ne seraient donc pas un signal suffisant pour une démarche d'investissement et de conquête de ces marchés à moyen-terme.

Les entreprises privilégiaient en 2013 un investissement plutôt défensif, tourné à 60% vers le renouvellement et la modernisation de leur outil de production. En 2015, 1 entreprise sur 2 cherchera un investissement productif (augmentation des capacités de production, lancement d'une nouvelle activité, et dépenses de R&D). Les secteurs de l'automobile (65% d'investissement offensif) et des services (67%) semblent plus offensifs. A noter, en 2015, les dépenses de R&D ne représenteront toutefois que 0,4% des chiffres d'affaires.

« Beaucoup d'entreprises françaises ne tournent pas à plein et sont capables de répondre à un supplément de demande avec leurs outils existants avant d'enclencher une stratégie plus offensive d'investissement », complète Hubert Leman, membre du comité exécutif d'Euler Hermes France et Directeur des risques. « 3 entreprises sur 4 enregistrent un taux d'utilisation de leurs capacités inférieur à 80%. Une situation qui s'est même dégradée par rapport à notre dernier baromètre, témoignant d'une demande à l'arrêt et d'un véritable enjeu de surcapacités. »

#

Contacts media :

Euler Hermes France

Sophie Marot-Rémy +33 (0)1 84 11 54 31
sophie.marot@eulerhermes.com

Publicis Consultants

Romain Sulpice +33 (0)1 44 82 46 21
romain.sulpice@mslfrance.com

Euler Hermes Group

Rémi Calvet +33 (0)1 84 11 61 41
remi.calvet@eulerhermes.com



N°1 de l'assurance-crédit en France, **Euler Hermes France**, filiale du groupe Euler Hermes, contribue au développement rentable des entreprises en garantissant leur poste client.

Euler Hermes est le leader mondial des solutions d'assurance-crédit et un spécialiste reconnu dans les domaines du recouvrement et de la caution. Avec plus de 100 années d'expérience, Euler Hermes offre une gamme complète de services pour la gestion du poste clients. Son réseau international de surveillance permet d'analyser la stabilité financière de PME et de grands groupes actifs dans des marchés représentant 92% du PNB global. Basée à Paris, la société est présente dans plus de 50 pays avec plus de 6.000 employés. Membre du groupe Allianz, Euler Hermes est coté à NYSE Euronext Paris (ELE.PA). Le groupe est noté AA- par Standard & Poor's et Dagong Europe. La société a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 2,5 milliards d'euros en 2014 et garantissait pour 860 milliards d'euros de transactions commerciales dans le monde fin 2014. Plus d'information: www.eulerhermes.com, LinkedIn ou Twitter @eulerhermes.

Réserve : Certains des énoncés contenus dans le présent document peuvent être de nature prospective et fondés sur les hypothèses et les points de vue actuels de la Direction de la Société. Ces énoncés impliquent des risques et des incertitudes, connus et inconnus, qui peuvent causer des écarts importants entre les résultats, les performances ou les événements qui y sont invoqués, explicitement ou implicitement, et les résultats, les performances ou les événements réels. Une déclaration peut être de nature prospective ou le caractère prospectif peut résulter du contexte de la déclaration. De plus, les déclarations de caractère prospectif se caractérisent par l'emploi de termes comme " peut ", " va ", " devrait ", " s'attend à ", " projette ", " envisage ", " anticipe ", " évalue ", " estime ", " prévoit ", " potentiel " ou " continue ", ou par l'emploi de termes similaires. Les résultats, performances ou événements prospectifs peuvent s'écarter sensiblement des résultats réels en raison, notamment (i) de la conjoncture économique générale, et en particulier de la conjoncture économique prévalant dans les principaux domaines d'activités du groupe Euler Hermes et sur les principaux marchés où il intervient, (ii) des performances des marchés financiers, y compris des marchés émergents, de leur volatilité, de leur liquidité et des crises de crédit, (iii) de la fréquence et de la gravité des sinistres assurés, (iv) du taux de conservation des affaires, (v) de l'importance des défauts de crédit, (vi) de l'évolution des taux d'intérêt, (vii) des taux de change, notamment du taux de change EUR/USD, (viii) de la concurrence, (ix) des changements de législations et de réglementations, y compris pour ce qui a trait à la convergence monétaire ou à l'Union Monétaire Européenne, (x) des changements intervenants dans les politiques des banques centrales et/ou des gouvernements étrangers, (xi) des effets des acquisitions et de leur intégration, (xii) des opérations de réorganisation et (xiii) des facteurs généraux ayant une incidence sur la concurrence, que ce soit au plan local, régional, national et/ou mondial. Beaucoup de ces facteurs seraient d'autant plus susceptibles de survenir, éventuellement de manière accrue, en cas d'actions terroristes. La société n'est pas obligée de mettre à jour les informations prospectives contenues dans le présent document.